

Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Conclu à Vienne le 8 avril 1979

(Etat le 16 août 2016)

Préambule

Les Etats parties au présent Acte constitutif,

agissant conformément à la Charte des Nations Unies,

ayant présent à l'esprit les objectifs généraux des résolutions adoptées à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à l'instauration d'un Nouvel ordre économique international, de la Déclaration et du Plan d'action de Lima concernant le développement et la coopération industriels, adoptés par la deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et de la résolution de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies relative au développement et à la coopération économique internationale,

déclarant que:

il est nécessaire d'instaurer un ordre économique et social juste et équitable, ce qu'il faudrait réaliser en éliminant les inégalités économiques, en établissant des relations économiques internationales rationnelles et équitables, en opérant des changements sociaux et économiques dynamiques et en favorisant les modifications structurelles nécessaires dans le développement de l'économie mondiale,

l'industrialisation est un instrument dynamique de croissance essentiel au développement économique et social accéléré, notamment des pays en développement, à l'amélioration du niveau de vie et de la qualité de la vie des populations de tous les pays, ainsi qu'à l'instauration d'un ordre économique et social équitable,

tous les pays ont le droit souverain de s'industrialiser et tout processus d'industrialisation doit viser de manière générale à assurer un développement socio-économique auto-entretenu et intégré et devrait comporter les changements requis pour assurer une participation juste et effective de tous les peuples à l'industrialisation de leur pays,

la coopération internationale en vue du développement représentant l'objectif et le devoir communs de tous les pays, il est essentiel de promouvoir l'industrialisation au

moyen de toutes les mesures concertées possibles, y compris la mise au point, le transfert et l'adaptation de technologies aux niveaux global, régional et national, ainsi qu'au niveau des différents secteurs,

tous les pays, quel que soit leur système économique et social, sont résolus à promouvoir le bien-être commun de leurs peuples grâce à des mesures individuelles et collectives visant à développer la coopération économique internationale sur la base de l'égalité souveraine, à renforcer l'indépendance économique des pays en développement, à assurer à ces pays une part équitable dans la production industrielle mondiale et à contribuer à la paix internationale et à la sécurité et à la prospérité de toutes les nations, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies,

ayant présent à l'esprit ces idées directrices,

désireux d'établir, aux termes du Chap. IX de la Charte des Nations Unies, une institution spécialisée portant le nom d'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (ci-après dénommée «l'Organisation») qui devra jouer le rôle central et être responsable d'examiner et de promouvoir la coordination de toutes les activités menées dans le domaine du développement industriel par les organismes des Nations Unies, conformément aux attributions que la Charte des Nations Unies confère au Conseil économique et social, ainsi qu'aux accords applicables en matière de relations,

conviennent du présent Acte constitutif.

Chapitre I Objectifs et fonctions

Art. 1 Objectifs

L'Organisation a pour principal objectif de promouvoir et d'accélérer le développement industriel dans les pays en développement en vue de contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Elle promeut aussi le développement et la coopération industriels aux niveaux global, régional et national de même qu'au niveau sectoriel.

Art. 2 Fonctions

Pour atteindre ses objectifs susmentionnés, l'Organisation prend, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires et appropriées et, en particulier:

- a) favorise et fournit, selon les besoins, une assistance aux pays en développement, pour la promotion et l'accélération de leur industrialisation, et en particulier pour le développement, l'expansion et la modernisation de leurs industries;
- b) conformément à la Charte des Nations Unies, suscite, coordonne et suit les activités des organismes des Nations Unies en vue de permettre à l'Organisation de jouer un rôle central de coordination dans le domaine du développement industriel;

- c) crée de nouveaux concepts et approches, et développe les concepts et approches existants, applicables au développement industriel aux niveaux global, régional et national, ainsi qu'au niveau des différents secteurs, et exécute des études et des enquêtes tendant à formuler de nouvelles lignes d'action en vue d'un développement industriel harmonieux et équilibré, en tenant dûment compte des méthodes employées par les pays ayant des systèmes sociaux et économiques différents pour résoudre les problèmes de l'industrialisation;
- d) promeut et favorise l'élaboration et l'utilisation de techniques de planification, et contribue à la formulation de programmes de développement et de programmes scientifiques et technologiques ainsi que de plans pour l'industrialisation dans les secteurs public, coopératif et privé;
- e) favorise l'élaboration d'une approche intégrée et interdisciplinaire en vue de l'industrialisation accélérée des pays en développement, et y contribue;
- f) constitue une enceinte et un instrument au service des pays en développement et des pays industrialisés pour leurs contacts, leurs consultations et, à la demande des pays intéressés, pour leurs négociations tendant à l'industrialisation des pays en développement;
- g) assiste les pays en développement dans la création et la gestion d'industrie, y compris d'industries liées à l'agriculture et d'industries de base, afin de parvenir à la pleine utilisation des ressources naturelles et humaines localement disponibles, d'assurer la production de biens destinés aux marchés intérieurs et à l'exportation et de contribuer à l'autonomie économique de ces pays;
- h) sert de centre d'échanges d'informations industrielles et, en conséquence, rassemble et contrôle de façon sélective, analyse et élabore aux fins de diffusion des données concernant tous les aspects du développement industriel aux niveaux global, régional et national ainsi qu'au niveau des différents secteurs, y compris les échanges portant sur les données d'expérience et les réalisations technologiques des pays industriellement développés et des pays en développement dotés de systèmes sociaux et économiques différents;
- i) consacre une attention particulière à l'adoption de mesures spéciales visant à aider les pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires, ainsi que les pays en développement les plus gravement touchés par des crises économiques ou des catastrophes naturelles, sans perdre de vue les intérêts des autres pays en développement;
- j) promeut et favorise l'élaboration, la sélection, l'adaptation, le transfert et l'utilisation de technologies industrielles, et y contribue, compte tenu de la situation socio-économique et des besoins particuliers des industries concernées, en prenant particulièrement en considération le transfert de technologies des pays industrialisés aux pays en développement, ainsi qu'entre pays en développement eux-mêmes;
- k) organise et favorise des programmes de formation industrielle visant à aider les pays en développement à former le personnel technique et les autres per-

sonnels appropriés nécessaires à divers stades pour leur développement industriel accéléré;

- l) donne des conseils et une assistance, en étroite coopération avec les organismes compétents des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux pays en développement pour l'exploitation, la conservation et la transformation sur place de leurs ressources naturelles en vue de favoriser l'industrialisation de ces pays,
- m) fournit des installations pilotes et de démonstration en vue d'accélérer l'industrialisation de secteurs particuliers;
- n) élabore des mesures spéciales destinées à promouvoir la coopération dans le domaine industriel entre les pays en développement ainsi qu'entre ces pays et les pays développés;
- o) contribue, en coopération avec d'autres organismes appropriés, à la planification régionale du développement industriel des pays en développement dans le cadre des groupements régionaux et sous-régionaux de ces pays;
- p) favorise et promeut la création et le renforcement d'associations industrielles, commerciales et professionnelles, et d'organisations analogues qui faciliteraient la pleine utilisation des ressources internes des pays en développement en vue de développer leurs industries nationales;
- q) contribue à la création et à la gestion d'une infrastructure institutionnelle en vue de fournir à l'industrie des services de réglementation, de conseil et de développement;
- r) contribue, à la demande des gouvernements des pays en développement, à l'obtention de capitaux extérieurs pour le financement de projets industriels donnés, à des conditions justes, équitables et mutuellement acceptables.

Chapitre II Participation

Art. 3 Membres

La qualité de Membre de l'Organisation est accessible à tous les Etats qui adhèrent à ses objectifs et à ses principes:

- a) les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique peuvent être admis comme Membres de l'Organisation en devenant parties au présent Acte constitutif conformément à l'Art. 24 et au par. 2 de l'Art. 25;
- b) les Etats autres que ceux visés à l'al. a) peuvent être admis comme Membres de l'Organisation en devenant parties au présent Acte constitutif conformément au par. 3 de l'Art. 24 et à l'al. c) du par. 2 de l'Art. 25, après que leur admission a été approuvée par la Conférence, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, sur recommandation du Conseil.

Art. 4 Observateurs

1. Le statut d'observateur auprès de l'Organisation est reconnu, sur leur demande, aux observateurs auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, à moins que la Conférence n'en décide autrement.
2. Sans préjudice des dispositions du par. 1, la Conférence est habilitée à inviter d'autres observateurs à participer aux travaux de l'Organisation.
3. Les observateurs sont autorisés à participer aux travaux de l'Organisation conformément aux règlements intérieurs pertinents et aux dispositions du présent Acte constitutif.

Art. 5 Suspension

1. Tout Membre de l'Organisation qui est suspendu de l'exercice de ses droits et privilèges de Membre de l'Organisation des Nations Unies est automatiquement suspendu de l'exercice des droits et privilèges de Membre de l'Organisation.
2. Tout Membre qui est en retard dans le paiement de sa contribution à l'Organisation ne peut participer aux scrutins de l'Organisation si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur aux contributions mises en recouvrement et dues par lui pour les deux exercices financiers précédents. Tout organe peut néanmoins autoriser ce Membre à voter en son sein s'il constate que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté dudit Membre.

Art. 6 Retrait

1. Un Membre peut se retirer de l'Organisation en déposant un instrument de dénonciation du présent Acte constitutif auprès du Dépositaire.
2. Ce retrait prend effet le dernier jour de l'exercice financier suivant l'exercice au cours duquel ledit instrument a été déposé.
3. Les contributions à verser par le Membre qui se retire pour l'exercice financier suivant l'exercice au cours duquel le retrait a été notifié sont les mêmes que les contributions mises en recouvrement pour l'exercice financier au cours duquel cette notification a été faite. Le Membre qui se retire s'acquitte en outre de toute contribution volontaire non assortie de conditions qu'il a annoncée avant de notifier son retrait.

Chapitre III Organes

Art. 7 Organes principaux et organes subsidiaires

1. Les principaux organes de l'Organisation sont:
 - a) la Conférence générale (dénommée «la Conférence»);
 - b) le Conseil du développement industriel (dénommé «le Conseil»);

- c) le Secrétariat.
2. Il est créé un Comité des programmes et des budgets pour aider le Conseil à préparer et à examiner le programme de travail, le budget ordinaire et le budget opérationnel de l'Organisation ainsi que d'autres questions financières intéressant l'Organisation.
3. D'autres organes subsidiaires, notamment des comités techniques, peuvent être créés par la Conférence ou par le Conseil, qui tiennent dûment compte du principe d'une représentation géographique équitable.

Art. 8 Conférence générale

1. La Conférence se compose des représentants de tous les Membres.
2. a) la Conférence tient une session ordinaire tous les deux ans, à moins qu'elle n'en décide autrement. Elle est convoquée en session extraordinaire par le Directeur général, sur la demande du Conseil ou de la majorité de tous les Membres.
- b) la Conférence tient sa session ordinaire au Siège de l'Organisation, à moins qu'elle n'en décide autrement. Le Conseil détermine le lieu où doivent se tenir les sessions extraordinaires.
3. Outre les autres fonctions spécifiées dans le présent Acte constitutif, la Conférence:
- a) détermine les principes directeurs et les orientations générales de l'Organisation;
 - b) examine les rapports du Conseil, du Directeur général et des organes subsidiaires de la Conférence;
 - c) approuve le programme de travail, le budget ordinaire et le budget opérationnel de l'Organisation conformément aux dispositions de l'Art. 14, fixe le barème des quotes-parts conformément aux dispositions de l'Art. 15, approuve le règlement financier de l'Organisation et contrôle l'utilisation effective des ressources financières de l'Organisation;
 - d) est habilitée à adopter, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, des conventions ou des accords portant sur toute question relevant de la compétence de l'Organisation, et à faire des recommandations aux Membres au sujet de ces conventions ou accords;
 - e) fait des recommandations aux Membres et aux organisations internationales sur des questions qui relèvent de la compétence de l'Organisation;
 - f) prend toute autre mesure appropriée pour permettre à l'Organisation de promouvoir ses objectifs et de remplir ses fonctions.
4. La Conférence peut déléguer au Conseil ceux de ses pouvoirs et fonctions qu'elle considère souhaitable de déléguer, à l'exception de ceux qui sont prévus à l'al. b) de l'Art. 3; à l'Art. 4; aux al. a), b), c) et d) du par. 3 de l'Art. 8; au par. 1 de l'Art. 9; au par. 1 de l'Art. 10; au par. 2 de l'Art. 11; aux par. 4 et 6 de l'Art. 14; à l'Art. 15; à l'Art. 18, à l'al. b) du par. 2 et à l'al. b) du par. 3 de l'Art. 23; et à l'Annexe I.

5. La Conférence établit son règlement intérieur.
6. Chaque Membre dispose d'une voix à la Conférence. Les décisions sont prises à la majorité des Membres présents et votants, sauf disposition contraire du présent Acte constitutif ou du règlement intérieur de la Conférence.

Art. 9 Conseil du développement industriel

1. Le Conseil comprend cinquante-trois Membres de l'Organisation élus par la Conférence, laquelle tient dûment compte du principe d'une représentation géographique équitable. Pour l'élection des membres du Conseil, la Conférence adopte la répartition des sièges suivante: trente-trois membres du Conseil sont élus parmi les Etats énumérés dans les parties A et C de l'Annexe I au présent Acte constitutif, quinze parmi les Etats énumérés dans la partie B et cinq parmi les Etats énumérés dans la partie D.

2. Les membres du Conseil sont en fonction à partir de la clôture de la session ordinaire de la Conférence à laquelle ils ont été élus jusqu'à la clôture de la session ordinaire de la Conférence quatre ans plus tard, étant entendu toutefois que les membres élus à la première session sont en fonction à partir de cette élection et que la moitié d'entre eux ne sont en fonction que jusqu'à la clôture de la session ordinaire qui se tient deux ans après. Les membres du Conseil sont rééligibles.

3. a) Le Conseil tient au moins une session ordinaire par an, au moment qu'il détermine. Il est convoqué en session extraordinaire par le Directeur général, sur la demande de la majorité des membres du Conseil.
- b) Les sessions se tiennent au Siège de l'Organisation, sauf décision contraire du Conseil.

4. Outre les autres fonctions spécifiées dans le présent Acte constitutif et celles qui lui sont déléguées par la Conférence, le Conseil:

- a) agissant sous l'autorité de la Conférence, suit la réalisation du programme de travail approuvé et du budget ordinaire ou du budget opérationnel correspondant ainsi que des autres décisions de la Conférence;
- b) recommande à la Conférence un barème des quotes-parts pour les dépenses imputables sur le budget ordinaire;
- c) fait rapport à la Conférence à chaque session ordinaire sur les activités du Conseil;
- d) prie les Membres de fournir des renseignements sur leurs activités intéressant les travaux de l'Organisation;
- e) conformément aux décisions de la Conférence et compte tenu de événements qui peuvent se produire entre les sessions du Conseil ou de la Conférence, autorise le Directeur général à prendre les mesures que le Conseil considère nécessaires pour répondre aux situations imprévues, compte dûment tenu des fonctions et des ressources financières de l'Organisation;

- f) si le poste de Directeur général devient vacant entre les sessions de la Conférence, désigne un Directeur général par intérim pour remplir cette fonction jusqu'à la session ordinaire ou extraordinaire suivante de la Conférence;
- g) établit l'ordre du jour provisoire de la Conférence;
- h) s'acquitte des autres fonctions qui peuvent être nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Organisation, sous réserve des limitations stipulées dans le présent Acte constitutif.

5. Le Conseil établit son règlement intérieur.

6. Chaque membre dispose d'une voix au Conseil. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents et votants, sauf disposition contraire du présent Acte constitutif ou du règlement intérieur du Conseil.

7. Le Conseil invite tout membre non représenté en son sein à participer, sans droit de vote, à ses délibérations sur toute question intéressant particulièrement ledit membre.

Art. 10 Comité des programmes et des budgets

1. Le Comité des programmes et des budgets comprend vingt-sept membres de l'Organisation, élus par la Conférence, laquelle tient dûment compte du principe d'une représentation géographique équitable. Pour l'élection des membres du Comité, la Conférence adopte la répartition des sièges suivante: quinze membres du Comité sont élus parmi les Etats énumérés dans les parties A et C de l'Annexe I au présent Acte constitutif, neuf parmi les Etats énumérés dans la partie B et trois parmi les Etats énumérés dans la partie D. Pour désigner leurs représentants au Comité, les Etats tiendront compte de leurs qualifications et de leur expérience personnelles.

2. Les membres du Comité sont en fonction à partir de la clôture de la session ordinaire de la Conférence à laquelle ils ont été élus jusqu'à la clôture de la session ordinaire de la Conférence deux ans plus tard. Les membres du Comité sont rééligibles.

- 3. a) Le Comité tient au moins une session par an. Il peut également être convoqué par le Directeur général, sur la demande du Conseil ou du Comité lui-même.
- b) Les sessions se tiennent au Siège de l'Organisation, sauf décision contraire du Conseil.

4. Le Comité:

- a) exerce les fonctions qui lui sont assignées aux termes de l'Article 14;
- b) établit, en vue de sa soumission au Conseil, le projet de barème de quotes-parts pour les dépenses imputables sur le budget ordinaire;
- c) exerce les autres fonctions que peuvent lui assigner la Conférence ou le Conseil dans le domaine financier;
- d) rend compte au Conseil à chacune de ses sessions ordinaires de toutes ses activités et soumet au Conseil, de sa propre initiative, des avis ou des propositions concernant des questions financières.

5. Le Comité établit son règlement intérieur.
6. Chaque membre du Comité dispose d'une voix. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

Art. 11 Secrétariat

1. Le Secrétariat comprend un Directeur général, ainsi que les Directeurs généraux adjoints et autres personnels dont l'Organisation peut avoir besoin.
2. Le Directeur général est nommé par la Conférence, sur recommandation du Conseil, pour une période de quatre ans. Il peut être nommé pour une seconde période de quatre ans, à l'issue de laquelle il n'est plus rééligible.
3. Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Organisation. Sous réserve des directives générales ou spéciales de la Conférence ou du Conseil, le Directeur général a la responsabilité générale et le pouvoir de diriger les travaux de l'Organisation. Sous l'autorité et le contrôle du Conseil, le Directeur général est responsable de l'engagement, de l'organisation et de la direction du personnel.
4. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur général et le personnel ne peuvent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux, et ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Chaque Membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur général et du personnel, et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.
5. Le personnel est nommé par le Directeur général, conformément aux règles à fixer par la Conférence sur recommandation du Conseil. Les nominations aux fonctions de Directeur général adjoint sont soumises à l'approbation du Conseil. Les conditions d'emploi du personnel sont conformes, autant que possible, à celles du personnel soumis au régime commun des Nations Unies. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique large et équitable.
6. Le Directeur général agit en cette qualité à toutes les réunions de la Conférence, du Conseil et du Comité des programmes et des budgets, et remplit toutes autres fonctions dont il est chargé par ces organes. Il établit un rapport annuel sur les activités de l'Organisation. En outre, il présente à la Conférence ou au Conseil, suivant le cas, tous autres rapports qui peuvent être nécessaires.

Chapitre IV Programme de travail et questions financières

Art. 12 Dépenses des délégations

Chaque Membre et observateur assume les dépenses de sa propre délégation à la Conférence, au Conseil ou à tout autre organe auquel il participe.

Art. 13 Composition des budgets

1. L'Organisation mène ses activités conformément à son programme de travail et à ses budgets approuvés.
2. Les dépenses de l'Organisation sont réparties entre les catégories suivantes:
 - a) dépenses à financer par des contributions mises en recouvrement (appelées le «budget ordinaire»);
 - b) dépenses à financer par des contributions volontaires à l'Organisation et toutes autres ressources qui peuvent être prévues dans le règlement financier (appelées le «budget opérationnel»).
3. Le budget ordinaire pourvoit aux dépenses d'administration, aux dépenses de recherche, aux autres dépenses ordinaires de l'Organisation et aux dépenses ayant trait aux autres activités ainsi qu'il est prévu dans l'Annexe II.
4. Le budget opérationnel pourvoit aux dépenses d'assistance technique et autres activités connexes.

Art. 14 Programme et budgets

1. Le Directeur général établit et soumet au Conseil par l'intermédiaire du Comité des programmes et des budgets, à la date précisée dans le règlement financier, un projet de programme de travail pour l'exercice financier suivant, ainsi que les prévisions budgétaires correspondantes pour les activités à financer par le budget ordinaire. Le Directeur général soumet en même temps des propositions et des prévisions financières pour les activités à financer par des contributions volontaires à l'Organisation.
2. Le Comité des programmes et des budgets examine les propositions du Directeur général et présente au Conseil ses recommandations concernant le programme de travail et les prévisions correspondantes relatives au budget ordinaire et au budget opérationnel. Les recommandations du Comité sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.
3. Le Conseil examine les propositions du Directeur général en même temps que toutes recommandations du Comité des programmes et des budgets et adopte le programme de travail, le budget ordinaire et le budget opérationnel, avec les modifications qu'il juge nécessaires, afin de les soumettre à la Conférence pour examen et approbation. Le Conseil adopte ces textes à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.
4. a) La Conférence examine et approuve, à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, le programme de travail ainsi que le budget ordi-

naire et le budget opérationnel correspondants qui lui sont soumis par le Conseil.

- b) La Conférence peut apporter des ajustements au programme de travail ainsi qu'au budget ordinaire et au budget opérationnel correspondants, conformément au par. 6.

5. Si besoin est, des prévisions additionnelles ou révisées relatives au budget ordinaire ou au budget opérationnel sont établies et approuvées conformément aux dispositions des par. 1 à 4 ci-dessus et aux dispositions du règlement financier.

6. Aucune résolution ou décision ni aucun amendement pouvant avoir des incidences financières, qui n'a pas été déjà examiné conformément aux par. 2 et 3, ne peut être approuvé par la Conférence s'il n'est accompagné d'un état des incidences financières établi par le Directeur général. Aucune résolution ou décision ni aucun amendement dont le Directeur général prévoit qu'il donnera lieu à des dépenses, ne peut être approuvé par la Conférence tant que le Comité des programmes et des budgets, puis le Conseil, siégeant en même temps que la Conférence, n'aurait pas eu la possibilité d'agir conformément aux dispositions des par. 2 et 3. Le Conseil présente ses décisions à la Conférence. Ces résolutions, décisions et amendements sont approuvés par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres.

Art. 15 Contributions mises en recouvrement

1. Les dépenses au titre du budget ordinaire sont supportées par les Membres suivant la répartition fixée conformément au barème des quotes-parts arrêté par la Conférence à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants, sur recommandation du Conseil adoptée à la majorité des deux tiers des membres présents et votants sur la base d'un projet établi par le Comité des programmes et des budgets.

2. Le barème des quotes-parts s'inspire autant que possible du barème le plus récent employé par l'Organisation des Nations Unies. La quote-part d'aucun Membre ne peut dépasser vingt-cinq pour cent du budget ordinaire de l'Organisation.

Art. 16 Contributions volontaires à l'Organisation

Sous réserve du Règlement financier de l'Organisation, le Directeur général peut, au nom de l'Organisation, accepter des contributions volontaires à l'Organisation – notamment dons, legs et subventions – faites par des gouvernements, des organisations intergouvernementales ou des organisations ou autres sources non gouvernementales, sous réserve que les conditions attachées à ces contributions volontaires soient compatibles avec les objectifs et la politique de l'Organisation.

Art. 17 Fonds de développement industriel

Pour augmenter ses ressources et renforcer son aptitude à répondre avec rapidité et souplesse aux besoins des pays en développement, l'Organisation dispose d'un Fonds de développement industriel, financé à l'aide des contributions volontaires à l'Organisation visées à l'Art. 16 et des autres ressources qui peuvent être prévues

dans le règlement financier de l'Organisation. Le Directeur général administre le Fonds de développement industriel conformément aux directives générales régissant le fonctionnement du Fonds, établies par la Conférence ou par le Conseil agissant au nom de la Conférence, et conformément au règlement financier de l'Organisation.

Chapitre V Coopération et coordination

Art. 18 Relations avec l'Organisation des Nations Unies

L'Organisation est reliée à l'Organisation des Nations Unies; elle en constitue l'une des institutions spécialisées visées à l'Art. 57 de la Charte des Nations Unies. Tout accord conclu conformément à l'Art. 63 de la Charte doit être approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants sur recommandation du Conseil.

Art. 19 Relations avec d'autres organisations

1. Le Directeur général peut, avec l'approbation du Conseil et sous réserve des directives établies par la Conférence:

- a) conclure des accords établissant des relations appropriées avec d'autres organisations du système des Nations Unies et avec d'autres organisations intergouvernementales ou gouvernementales;
- b) établir des relations appropriées avec des organisations non gouvernementales et autres ayant des activités apparentées à celles de l'Organisation. Lorsqu'il établit des relations de ce genre avec des organisations nationales, le Directeur général consulte les gouvernements intéressés.

2. Sous réserve de ces accords et relations, le Directeur général peut établir des arrangements de travail avec lesdites organisations.

Chapitre VI Questions juridiques

Art. 20 Siège

1. L'Organisation a son Siège à Vienne. La Conférence peut changer le lieu du Siège à la majorité des deux tiers de tous ses Membres.

2. L'Organisation conclut un accord de Siège avec le gouvernement hôte.

Art. 21 Capacité juridique, privilèges et immunités

1. L'Organisation jouit sur le territoire de chacun de ses Membres de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs. Les représentants des Membres et les fonctionnaires de l'Organisation jouissent des privilèges et immunités nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.

2. La capacité juridique, les privilèges et les immunités visés au par. 1 seront:
- a) sur le territoire de tout Membre qui a adhéré, pour ce qui est de l'Organisation, à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, ceux qui sont définis dans les clauses types de ladite Convention modifiée par une annexe à ladite Convention, approuvée par le Conseil;
 - b) sur le territoire de tout Membre qui n'a pas adhéré, pour ce qui est de l'Organisation, à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, mais qui a adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, ceux qui sont définis dans cette dernière Convention, à moins que ledit Etat ne notifie au Dépositaire, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, qu'il n'appliquera pas cette dernière Convention à l'Organisation; la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies cesse de s'appliquer à l'Organisation trente jours après que ledit Etat en a donné notification au Dépositaire;
 - c) ceux qui sont définis dans d'autres accords conclus par l'Organisation.

Art. 22 Règlement des différends et demandes d'avis consultatif

1. a) Tout différend entre deux ou plusieurs Membres concernant l'interprétation ou l'application du présent Acte constitutif, y compris ses annexes, qui n'a pas été réglé par voie de négociation, est soumis au Conseil à moins que les parties intéressées ne conviennent d'un autre mode de règlement. Si le différend concerne particulièrement un Membre non représenté au Conseil, ce Membre a le droit de se faire représenter conformément à des règles à adopter par le Conseil.
- b) Si le différend n'a pas été réglé conformément aux dispositions du par. 1 a) à la satisfaction de l'une quelconque des parties au différend, ladite partie peut soumettre la question:
 - soit i) si les parties sont d'accord:
 - A à la Cour internationale de justice, ou
 - B à un tribunal arbitral;
 - soit ii) s'il en est autrement, à une commission de conciliation.

Les règles relatives aux procédures et au fonctionnement du tribunal arbitral et de la commission de conciliation sont énoncées dans l'Annexe III au présent Acte constitutif.

2. La Conférence et le Conseil sont l'une et l'autre habilités, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de justice de donner un avis consultatif sur toute question juridique se posant dans le cadre des activités de l'Organisation.

Art. 23 Amendements

1. Après la deuxième session ordinaire de la Conférence, tout Membre peut, à n'importe quel moment, proposer des amendements au présent Acte constitutif. Le texte des amendements proposés est promptement communiqué par le Directeur général à tous les Membres, et ne peut être examiné par la Conférence qu'une fois écoulé un délai de quatre-vingt-dix jours après l'envoi dudit texte.

2. Sous réserve des dispositions du par. 3, un amendement entre en vigueur et a force obligatoire à l'égard de tous les Membres lorsque:

- a) le Conseil l'a recommandé à la Conférence;
- b) il a été approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les Membres, et
- c) les deux tiers des Membres ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement auprès du Dépositaire.

3. Un amendement relatif aux art. 6, 9, 10, 13, 14 ou 23 ou à l'Annexe II entre en vigueur et a force obligatoire à l'égard de tous les Membres lorsque:

- a) le Conseil l'a recommandé à la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les membres du Conseil;
- b) il a été approuvé par la Conférence à la majorité des deux tiers de tous les membres; et
- c) les trois quarts des Membres ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement auprès du dépositaire.

Art. 24 Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Acte constitutif sera ouvert à la signature de tous les Etats visés à l'al. a) de l'Art. 3 au Ministère fédéral des affaires étrangères de la République d'Autriche jusqu'au 7 octobre 1979, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'à la date d'entrée en vigueur dudit Acte constitutif.

2. Le présent Acte constitutif fera l'objet d'une ratification, acceptation ou approbation par les Etats signataires. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de ces Etats seront déposés auprès du Dépositaire.

3. Après l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif conformément au par. 1 de l'Art. 25, les Etats visés à l'al. a) de l'Art. 3 qui n'auront pas signé l'Acte constitutif, ainsi que les Etats dont la demande d'admission aura été approuvée conformément à l'al. b) dudit Article, pourront adhérer au présent Acte constitutif en déposant un instrument d'adhésion.

Art. 25 Entrée en vigueur

1. Le présent Acte constitutif entrera en vigueur lorsqu'au moins quatre-vingts Etats ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auront avisé le Dépositaire qu'ils se sont mis d'accord, après s'être consultés, pour que le présent Acte constitutif entre en vigueur.

2. Le présent Acte constitutif entrera en vigueur:

- a) pour les Etats ayant procédé à la notification visée au par. 1, à la date de l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif;
- b) pour les Etats ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation avant l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, mais n'ayant pas procédé à la notification visée au par. 1, à la date ultérieure à laquelle ils auront avisé le Dépositaire que le présent Acte constitutif entre en vigueur à leur égard;
- c) pour les Etats ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif, à la date dudit dépôt.

Art. 26 Dispositions transitoires

1. Le Dépositaire convoquera la première session de la Conférence, qui devra se tenir dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif.

2. Les règles et règlements régissant l'organisation créée par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 2152 (XXI) régiront l'Organisation et ses organes jusqu'à ce que ceux-ci adoptent de nouvelles dispositions.

Art. 27 Réserves

Aucune réserve ne peut être formulée au sujet du présent Acte constitutif.

Art. 28 Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Acte constitutif.

2. Le Dépositaire avise les Etats intéressés et le Directeur général de toutes questions concernant le présent Acte constitutif.

Art. 29 Textes authentiques

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Acte constitutif font également foi.

(Suivent les signatures)

Listes d'Etats

1. Si un Etat qui n'est pas visé dans l'une quelconque des listes ci-après devient Membre de l'Organisation, la Conférence décide, après des consultations appropriées, sur laquelle de ces listes ledit pays doit être inscrit.
2. Après des consultations appropriées, la Conférence peut, à n'importe quel moment, modifier le classement d'un Membre dans les listes ci-après.
3. Les modifications apportées aux listes ci-après conformément aux par. 1 et 2 ne sont pas considérées comme des amendements au présent Acte constitutif au sens des dispositions de l'Art. 23.

Listes

(Les listes d'Etats à insérer dans la présente Annexe par le Dépositaire sont celles qui ont été établies par l'Assemblée générale des Nations Unies aux fins du par. 4 de la section II de sa résolution 2152 (XXI) et qui sont valables à la date de l'entrée en vigueur du présent Acte constitutif.)

Le budget ordinaire

- A. 1. Les dépenses d'administration et de recherche et autres dépenses ordinaires de l'Organisation sont considérées comme comprenant:
- a) les dépenses relatives aux conseillers interrégionaux et régionaux;
 - b) les dépenses relatives aux services consultatifs à court terme fournis par les fonctionnaires de l'Organisation;
 - c) les dépenses relatives aux réunions, y compris les réunions techniques, prévues dans le programme de travail financé par le budget ordinaire de l'Organisation;
 - d) les dépenses d'appui au programme encourues au titre des projets d'assistance technique, dans la mesure où ces dépenses ne sont pas remboursées à l'Organisation par la source de financement desdits projets.
2. Les propositions concrètes conformes aux dispositions ci-dessus sont appliquées après examen par le Comité des programmes et des budgets, adoption par le Conseil et approbation par la Conférence conformément à l'Art. 14.
- B. Afin de rendre plus efficace le programme de travail de l'Organisation dans le domaine du développement industriel, le budget ordinaire finance également d'autres activités financées jusqu'ici sur le chap. 15 du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, à concurrence de six pour cent du total du budget ordinaire. Ces activités sont destinées à renforcer la contribution de l'Organisation au système de développement des Nations Unies, compte tenu de l'importance qu'il y a d'utiliser le mécanisme de programmation par pays du Programme des Nations Unies pour le développement – qui est subordonné au consentement des pays intéressés- comme cadre de référence pour ces activités.

Règles relatives aux tribunaux arbitraux et aux commissions de conciliation

Sauf décision contraire de tous les Membres parties à un différend qui n'a pas été réglé conformément aux dispositions du par. 1 a) de l'Art. 22 et qui a été soumis à un tribunal arbitral conformément aux dispositions du par. 1 b) i) B) de l'Art. 22 ou à une commission de conciliation conformément aux dispositions du par. 1 b) ii), les règles relatives aux procédures et au fonctionnement desdits tribunaux et commissions sont les suivantes:

1. *Ouverture de la procédure*

Avant l'expiration d'un délai de trois mois suivant le moment où le Conseil a achevé l'examen d'un différend qui lui a été soumis conformément aux dispositions du par. 1 a) de l'Art. 22, ou, s'il n'a pas achevé cet examen, avant l'expiration d'un délai de dix-huit mois suivant la soumission du différend, toutes les parties au différend peuvent, dans les vingt et un mois suivant ladite soumission, aviser le Directeur général qu'elles souhaitent soumettre ledit différend à un tribunal arbitral, ou bien l'une quelconque de ces parties peut aviser le Directeur général qu'elle souhaite soumettre le différend à une commission de conciliation. Si les parties ont convenu d'un autre mode de règlement, elles peuvent en aviser le Directeur général dans les trois mois suivant l'achèvement de cette procédure particulière.

2. *Institution du tribunal ou de la commission*

- a) Les parties au différend nomment à l'unanimité, suivant le cas, trois arbitres ou trois conciliateurs, et désignent l'un d'entre eux aux fonctions de Président du tribunal ou de la commission.
- b) Si, dans les trois mois suivant la notification visée au par. 1 ci-dessus, un ou plusieurs membres du tribunal ou de la commission n'ont pas été ainsi nommés, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommé à la demande de l'une quelconque des parties, dans les trois mois suivant ladite demande, les membres manquants, y compris le Président.
- c) Si un siège devient vacant au tribunal ou à la commission, il y est pourvu dans un délai d'un mois, conformément à l'alinéa a), ou ultérieurement conformément à l'al. b).

3. *Procédures et fonctionnement*

- a) Le tribunal ou la commission fixe sa procédure. Toutes les décisions touchant toute question de procédure et de fond peuvent être rendues à la majorité des membres.
- b) Les membres du tribunal ou de la commission sont rémunérés conformément au règlement financier de l'Organisation. Le Directeur général fournit les services de secrétariat nécessaires, en consultation avec le Président du tribunal ou de la commission. Tous les frais du tribunal ou

de la commission et de ses membres, mais non des parties au différend, sont à la charge de l'Organisation.

4. *Sentences et rapports*

- a) Le tribunal arbitral clôt sa procédure par une sentence qui lie toutes les parties.
- b) La commission de conciliation clôt sa procédure par un rapport qu'elle communique à toutes les parties au différend et qui contient des recommandations dont lesdites parties tiennent le plus grand compte.

Champ d'application le 16 août 2016³

Etats parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur
Afghanistan	9 septembre 1981	21 juin 1985
Afrique du Sud	24 octobre 2000 A	24 octobre 2000
Albanie	19 avril 1988 A	19 avril 1988
Algérie	6 novembre 1980	21 juin 1985
Allemagne	13 juillet 1983	21 juin 1985
Angola	9 août 1985	9 août 1985
Arabie Saoudite	21 juin 1985 A	21 juin 1985
Argentine	6 mars 1981	21 juin 1985
Arménie	12 mai 1992 A	12 mai 1992
Autriche	14 mai 1981	21 juin 1985
Azerbaïdjan	23 novembre 1993 A	23 novembre 1993
Bahamas	13 novembre 1986 A	13 novembre 1986
Bahreïn	4 avril 1986 A	4 avril 1986
Bangladesh	5 novembre 1980	28 juin 1985
Barbade	30 mai 1980	21 juin 1985
Bélarus*	17 juin 1985	21 juin 1985
Belize	27 février 1986 A	27 février 1986
Bénin	3 mars 1983	8 août 1985
Bhoutan	25 octobre 1983	23 août 1985
Bolivie	9 janvier 1981	21 juin 1985
Bosnie et Herzégovine	1 ^{er} octobre 1992 A	1 ^{er} octobre 1992
Botswana	21 juin 1985 A	21 juin 1985
Brésil	10 décembre 1980	21 juin 1985
Bulgarie*	5 juin 1985	21 juin 1985
Burkina Faso	9 juillet 1982	16 juillet 1985
Burundi	9 août 1982	9 août 1985
Cambodge	18 septembre 1995 A	18 septembre 1995
Cameroun	18 août 1981	21 juin 1985
Cap-Vert	27 novembre 1984	21 juin 1985
Chili	12 novembre 1981	21 juin 1985
Chine	14 février 1980	21 juin 1985
Chypre	28 avril 1983	21 juin 1985
Colombie	25 novembre 1981	30 juillet 1985
Comores	10 mai 1985	9 janvier 1986
Congo (Brazzaville)	16 mai 1983	12 juillet 1985
Congo (Kinshasa)	9 juillet 1982	8 juillet 1985
Corée (Nord)	14 septembre 1981	24 juin 1985
Corée (Sud)	30 décembre 1980	21 juin 1985
Costa Rica	26 octobre 1987	26 octobre 1987

3 Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (www.dfae.admin.ch/traites).

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Côte d'Ivoire	4 novembre	1981	21 juin	1985
Croatie	2 juin	1992 A	2 juin	1992
Cuba	16 mars	1981	21 juin	1985
Djibouti	20 août	1991	20 août	1991
Dominique	8 juin	1982	27 novembre	1985
Egypte	9 janvier	1981	21 juin	1985
El Salvador	29 janvier	1988	29 janvier	1988
Emirats arabes unis	4 décembre	1981	1 ^{er} août	1985
Equateur	15 avril	1982	21 juin	1985
Erythrée	20 juin	1995 A	20 juin	1995
Espagne	21 septembre	1981	21 juin	1985
Ethiopie	23 février	1981	21 juin	1985
Fidji	21 décembre	1981	30 décembre	1985
Finlande	5 juin	1981	21 juin	1985
Gabon	1 ^{er} février	1982	6 août	1985
Gambie	12 juin	1986 A	12 juin	1986
Géorgie	30 octobre	1992 A	30 octobre	1992
Ghana	8 février	1982	30 juillet	1985
Grenade	16 janvier	1986 A	16 janvier	1986
Guatemala	8 juillet	1983	21 juin	1985
Guinée	23 juin	1980	21 juin	1985
Guinée équatoriale	4 mai	1984	20 janvier	1986
Guinée-Bissau	17 mars	1983	21 juin	1985
Guyana	17 juillet	1984	19 juillet	1985
Haïti	9 juillet	1982	5 août	1985
Honduras	3 mars	1983	21 juin	1985
Hongrie	15 août	1983	2 juillet	1985
Iles Marshall	16 mars	2015 A	16 mars	2015
Inde	21 janvier	1980	21 juin	1985
Indonésie	10 novembre	1980	21 juin	1985
Iran	9 août	1985	9 août	1985
Iraq	23 janvier	1981	27 juin	1985
Irlande	17 juillet	1984	21 juin	1985
Israël*	25 novembre	1983	21 juin	1985
Italie*	25 mars	1985	21 juin	1985
Jamaïque	10 décembre	1982	21 juin	1985
Japon	3 juin	1980	21 juin	1985
Jordanie	30 août	1982	29 octobre	1985
Kazakhstan	3 juin	1997 A	3 juin	1997
Kenya	13 novembre	1981	21 juin	1985
Kirghizistan	8 avril	1993 A	8 avril	1993
Kiribati	9 février	2016 A	9 février	2016
Koweït	7 avril	1982	30 juillet	1985
Laos*	3 juin	1980	3 septembre	1985

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Lesotho	18 juin	1981	21 juin	1985
Liban	2 août	1983	6 août	1985
Libéria	10 mai	1990	10 mai	1990
Libye	29 janvier	1981	8 août	1985
Luxembourg	9 septembre	1983	21 juin	1985
Macédoine	27 mai	1993 A	27 mai	1993
Madagascar	18 janvier	1980	21 juin	1985
Malaisie	28 juillet	1980	21 juin	1985
Malawi	30 mai	1980	19 juillet	1985
Maldives	10 mai	1988 A	10 mai	1988
Mali	24 juillet	1981	17 juillet	1985
Malte	4 novembre	1982	21 juin	1985
Maroc	30 juillet	1985	30 juillet	1985
Maurice	9 décembre	1981	21 juin	1985
Mauritanie	29 juin	1981	9 août	1985
Mexique	21 janvier	1980	21 juin	1985
Moldova	1 ^{er} juin	1993 A	1 ^{er} juin	1993
Monaco	23 janvier	2003 A	23 janvier	2003
Mongolie*	3 juin	1985	21 juin	1985
Monténégro	22 novembre	2006 A	22 novembre	2006
Mozambique	14 décembre	1983	13 novembre	1985
Myanmar	12 avril	1990 A	12 avril	1990
Namibie	21 février	1986 A	21 février	1986
Népal	6 décembre	1983	8 août	1985
Nicaragua	28 mars	1980	1 ^{er} juillet	1985
Niger	22 août	1980	21 juin	1985
Nigéria	19 décembre	1980	21 juin	1985
Norvège	13 février	1981	21 juin	1985
Oman	6 juillet	1981	21 juin	1985
Ouganda	23 mars	1983	21 juin	1985
Ouzbékistan	26 avril	1994 A	26 avril	1994
Pakistan	29 octobre	1979	21 juin	1985
Panama	23 juillet	1980	21 juin	1985
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10 septembre	1986	10 septembre	1986
Paraguay	2 décembre	1981	18 juillet	1985
Pays-Bas	10 octobre	1980	21 juin	1985
Aruba	10 octobre	1980	21 juin	1985
Curaçao	10 octobre	1980	21 juin	1985
Partie caraïbe (Bonaire, Sint Eustatius et Saba)	10 octobre	1980	21 juin	1985
Sint Maarten	10 octobre	1980	21 juin	1985
Pérou	13 septembre	1982	21 juin	1985
Philippines	7 janvier	1980	21 juin	1985
Pologne	5 mars	1985	21 juin	1985
Qatar	9 décembre	1985 A	9 décembre	1985

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
République centrafricaine	8 janvier	1982	9 janvier	1986
République dominicaine	29 mars	1983	21 juin	1985
République tchèque	22 janvier	1993 A	22 janvier	1993
Roumanie	28 novembre	1980	21 juin	1985
Russie	22 mai	1985	21 juin	1985
Rwanda	18 janvier	1983	21 juin	1985
Sainte-Lucie	11 août	1982	19 novembre	1985
Saint-Kitts-et-Nevis	11 décembre	1985 A	11 décembre	1985
Saint-Vincent-et-les Grenadines	30 mars	1987 A	30 mars	1987
Samoa	11 décembre	2008 A	11 décembre	2008
Sao Tomé-et-Principe	22 février	1985	14 avril	1986
Sénégal	24 octobre	1983	21 juin	1985
Serbie	6 décembre	2000 A	6 décembre	2000
Seychelles	21 avril	1982	19 août	1985
Sierra Leone	7 mars	1983	15 août	1985
Slovaquie	20 janvier	1993 A	20 janvier	1993
Slovénie	11 juin	1992 A	11 juin	1992
Somalie	20 novembre	1981	15 novembre	1985
Soudan	30 septembre	1981	28 juin	1985
Sri Lanka	25 septembre	1981	21 juin	1985
Suède	28 juillet	1980	21 juin	1985
Suisse	10 février	1981	21 juin	1985
Suriname	8 octobre	1981	24 décembre	1985
Swaziland	19 août	1981	3 avril	1986
Syrie	6 décembre	1982	21 juin	1985
Tadjikistan	9 juin	1993 A	9 juin	1993
Tanzanie	3 octobre	1980	21 juin	1985
Tchad	22 août	1991	22 août	1991
Thaïlande	29 janvier	1981	21 juin	1985
Timor-Leste	31 juillet	2003 A	31 juillet	2003
Togo	18 septembre	1981	25 juin	1985
Tonga	13 août	1986 A	13 août	1986
Trinité-et-Tobago	2 mai	1980	15 juillet	1985
Tunisie	2 février	1981	21 juin	1985
Turkménistan	16 février	1995 A	16 février	1995
Turquie	5 mai	1982	21 juin	1985
Tuvalu	13 septembre	2011 A	13 septembre	2011
Ukraine*	10 juin	1985	21 juin	1985
Uruguay	24 décembre	1980	21 juin	1985
Vanuatu	17 août	1987 A	17 août	1987
Venezuela	28 janvier	1983	21 juin	1985
Vietnam	6 mai	1983	19 juillet	1985
Yémen	29 janvier	1982	29 juillet	1985

Etats parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur		
Zambie	15 mai	1981	21 juin	1985
Zimbabwe	21 juin	1985 A	21 juin	1985

* Réserves et déclarations.

Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en français et en anglais peuvent être consultés à l'adresse du site Internet des Nations Unies: <http://untreaty.un.org> ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.
